



UNE MILITANTE TÉMOIGNE DES DISPARITIONS DE CENTRAMÉRICAINS AU MEXIQUE

LES MIGRANTS PIÉGÉS PAR LES CARTELS

Près de 26 000 personnes qui traversent le Mexique pour vivre aux Etats-Unis ont disparu depuis 2006. Beaucoup sont kidnappées par les narcotrafiquants qui ont en fait une spécialité. Interview de la militante Alma Garcia Guevara.

PROPOS RECUEILLIS PAR

THIERRY JACOLET

Au Mexique, on les appelle les «mojados» (les mouillés). Drôle de surnom pour les migrants d'Amérique centrale qui traversent le pays pour tenter de rejoindre les Etats-Unis. C'est que beaucoup passent par le Rio Grande, frontière naturelle avec la «terre promise», pour boucler leur périple. Il y a ceux qui parviennent à recommencer une nouvelle vie et ceux qui disparaissent en chemin, sans laisser de traces. Envoyés? Non, enlevés, par les cartels de la drogue. Quand ils ne sont pas victimes de fonctionnaires peu scrupuleux.

«Ces migrants sont des proies faciles et vulnérables», balance Alma Garcia Guevara. «Près de 26 000 personnes ont disparu depuis 2006, selon les chiffres officiels.» Âgée de 28 ans, cette militante des droits de l'homme documente les récits de disparitions et aide les familles à retrouver leurs proches (voir ci-contre). Porte-parole d'ONG mexicaines, cette lobbyiste a rencontré la semaine passée les représentants du Département des affaires étrangères (DFAE) pour les faire réagir.

Quel enfer vivent ces migrants?

Alma Garcia Guevara: Ils sont victimes d'agressions en tout genre durant leur voyage: enlèvements de groupes ou d'individus, exécutions, agressions physiques, sexuelles ou verbales, vols. Les auteurs sont les membres des cartels de la drogue, mais aussi les policiers, les militaires et le personnel du train de marchandises dans lequel ils voyagent.

Même les policiers et les militaires?

Ces gens en transit sont en délit au Mexique car ils entrent illégalement, sans papiers. Ils n'ont droit à aucun visa de transit ou de séjour. Il y a une faille administrative à ce niveau-là. Donc, pour entrer au Mexique, ils passent par les endroits moins surveillés comme les rivières ou les montagnes. Quand la police tombe sur eux, elle en profite et traite ces migrants comme de la marchandise. Ou essaie de les extorquer.

Pourquoi les cartels de la drogue les kidnappent-ils?

En 2010, nous avons recueilli des témoignages de migrants qui ont échappé aux narcotrafiquants qui les séquestraient. Les cartels ne s'occupent plus seulement de la drogue. Ils ont dû diversifier leurs sources de revenus avec la séquestration qui est devenue un nouveau business. Ils demandent des rançons aux familles restées au pays (Guatemala, Honduras...) ou qui les attendent aux Etats-Unis. Le topo, c'est: «Si tu ne paies pas, tu ne sors pas.»

Ils les torturent ou les exécutent quand les rançons restent impayées. Mais ils les font aussi travailler pour eux. Ces migrants peuvent encore être victimes des règlements de compte et



Dans la ville mexicaine de Saltillo, les mères sur le chemin des Etats-Unis ont accroché les photos de leurs enfants disparus pour dénoncer la passivité des autorités. DR

d'actes de vengeance. Si tu ne plais pas aux narcotrafiquants que tu rencontres sur ton chemin, tu peux mourir. Il y a une guerre pour le contrôle des territoires et il suffit de se faire associer à un gang, d'être du mauvais côté au mauvais moment pour se faire exécuter.

Qu'en est-il de la recherche des disparus?

Il est très difficile de savoir où se trouvent ces personnes. La Commission nationale des droits humains a dit qu'il y a 15 000 corps identifiés au Mexique. Les autorités ont découvert des fosses communes avec à l'intérieur plusieurs centaines de cadavres. Il y a eu des massacres.

Les migrants ne bénéficient pas de mesures de protection ou de la législation?

Les droits de l'homme ne sont pas appliqués aux migrants. Pareil avec la législation. Il y a une loi de la migration qui stipule qu'ils ont droit à la santé, à l'éducation, etc. Mais ils n'ont aucune personnalité juridique qui leur permet d'accéder à ces droits. L'ancien gouvernement Calderon a créé cette loi il y a deux ans pour répondre à la pression po-

«Il n'y a pas un seul fonctionnaire en prison pour un délit contre les migrants»

ALMA GARCIA GUEVARA

litique, car il y a plus de 20 000 migrants en prison. Mais Felipe Calderon n'a jamais reconnu qu'il y avait un problème.

Et que fait le nouveau président Enrique Pena Nieto, arrivé au pouvoir en décembre 2012?

Pena Nieto a eu l'obligation d'obtenir des résultats. Il a commencé par reconnaître dans un discours le problème des disparitions qu'il entend résoudre. Il a aussi créé en mai une unité spéciale de recherche de personnes disparues. Mais j'ai l'impression que cela ne va rien changer. Cette unité ne comprend que 12 personnes pour traiter des milliers de disparitions par an. C'est insuffisant. Pena Nieto a juste fait cela pour calmer les gens. Pour lui, maintenant que la loi sur la migration existe, il n'y a pas besoin d'en faire plus.

Enrique Pena Nieto a rompu avec la stratégie de Calderon qui menait une guerre frontale contre les cartels de la drogue...

Sous Calderon, il n'y a jamais eu d'efforts pour entamer des recherches. Il n'y a jamais eu de coordination entre les 31 Etats du pays et les autorités fédérales dans ce sens. Pena Nieto dit avoir changé la stratégie contre le crime organisé. Mais le changement est surtout au niveau de la communication des médias. Il y avait beaucoup plus d'informations avant sur les meurtres commis par les gangs. Maintenant, c'est comme s'il y avait une volonté de cacher ces faits. Il semblerait que le président actuel axe désormais ses efforts sur les accords avec les membres des cartels. Ce qui aurait débouché sur les nombreuses arrestations récentes.

L'impunité bat-elle en retraite?

Non, elle est toujours quasi générale. Deux délits sur dix sont dénoncés. Et sur ces dénonciations, dans 1,6% des cas seulement, il y a une sentence juridique. Actuellement, il n'y a pas un seul fonctionnaire en prison pour un délit contre les migrants. I

UNE ACTIVITÉ À HAUT RISQUE

Le tour européen d'Alma Garcia Guevara est passé par la Suisse la semaine dernière, l'Espagne, la France et l'Allemagne. Epaulée par l'ONG Peace Brigades International, cette défenseuse des droits de l'homme est venue plaider auprès des autorités la cause des migrants au Mexique. Une activité de lobbyiste qu'elle mène aussi au pays. Quand elle ne travaille pas en coulisses, elle œuvre pour trois organisations qui gèrent des centres d'accueil. «On leur offre de la nourriture, un lit, des soins...», précise-t-elle. Basée dans la ville de Saltillo, dans l'Etat de Coahuila, (nord-est du pays), Alma Garcia Guevara recueille aussi les témoignages des familles de migrants qui ont disparu et les aide dans leurs recherches. «Nous organisons par exemple les demandes des familles qui réclament les corps.» Une mission à haut risque pour des résultats dérisoires en raison du manque de coopération des autorités.

La militante se frotte aux narcotrafiquants et à des fonctionnaires corrompus, voire complices. Les menaces et intimidations sont fréquentes. «C'est un travail qui se fait dans des conditions difficiles», reconnaît la courageuse militante. «Nous cherchons des disparus dont la plupart ont été tués par les narcotrafiquants. Pour ne pas nous mettre en danger, nous adoptons une stratégie: ne jamais dénoncer le crime organisé. Mais nous sommes encore plus surveillés par les autorités que par les cartels...» TJ

«Il faut légaliser la situation de ces migrants»



La militante Alma Garcia Guevara.

VINCENT MURITH

Quel message souhaitez-vous délivrer, en venant en Suisse?

Alma Garcia Guevara: Je suis venue témoigner de la problématique des disparitions des migrants et trouver du soutien auprès des autorités. Le 23 octobre prochain aura lieu le second Examen périodique universel du Mexique à l'ONU. Les pays européens peuvent donner des recommandations assez fortes directement aux autorités mexicaines qui sont obligées d'écouter. Celles faites il y a quatre ans

n'ont pas eu de réel effet. La Suisse n'avait rien dit et ne peut rester sans voix. Cette fois, je suis venue parler aux autorités pour qu'elles s'expriment sur ce problème. Il faut donner de la visibilité à cette problématique et tenter d'influencer sur la législation internationale.

Qu'attendez-vous des pays concernés pour améliorer le sort des migrants?

Il faut des politiques régionales (ndlr: entre pays américains) ba-

sées sur les droits humains. En ce moment, le Gouvernement mexicain estime que les migrants posent un problème de sécurité. C'est lié à la pression sur nos autorités des Etats-Unis qui voient ces gens presque comme des terroristes. Le gouvernement doit aussi légaliser la situation de ces personnes en transit.

De quelle manière?

Le gouvernement doit leur donner un visa de transit mais aussi de travail, car ils trouvent du

boulot en chemin. Or, avec la loi actuelle, il est illégal de leur donner un emploi. Les frontières du nord sont contrôlées par les cartels de la drogue. Pour les migrants, la seule façon de traverser le pays est de voyager en train de marchandises. Mais les narcotrafiquants savent où les trouver. Avec un visa, les migrants pourraient utiliser d'autres moyens de transports, passer par d'autres voies: il y aura moins de risques de tomber entre les mains des cartels. TJ